

5052H 274/11

6152

(1939)

Modalités de financement des dépenses afférentes à la participation de l'Etat dans les travaux d'établissement de lignes ou sections de lignes nouvelles déjà concédées ou déclarées d'utilité publique à la date du 31.8.37 (art. 43 de la Convention)

Modalités de financement des dépenses
afférentes à la participation de l'Etat dans les travaux
d'établissement de lignes ou sections de lignes nouvelles
déjà concédées ou déclarées d'utilité publique à la date
du 31. 8.37) (Article 43 de la Convention)

	C.D.	18. 4.39	68	XII	f)
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		20. 4.39			
Copie au Min. des Fin.		20. 4.39			

S.N.C.F.

Paris, le 20 avril 1939

Conseil d'Administration

D 6.132/15

COPIE

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint copie d'une lettre que j'adresse ce jour à M. le Ministre des Travaux Publics au sujet des modalités de règlement des travaux effectués par la S.N.C.F. pour le compte de l'Etat.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND

Monsieur le Ministre des Finances.

Société Nationale
des
Chemins de fer Français

Paris, le 20 avril 1939

Le Président
du Conseil d'Administration

COPIE

D 6132/15.

Monsieur le Ministre,

L'article 43 de la Convention du 31 août 1937 a prévu que les travaux d'établissement de lignes ou sections de lignes nouvelles déjà concédées ou déclarées d'utilité publique, entrepris à la date susvisée, seraient effectués aux conditions définies par la convention de concession ou par l'acte déclaratif d'utilité publique, la S.N.C.F. se substituant à la Compagnie ou à l'administration intéressée.

Conformément aux textes en vigueur, l'Etat peut généralement rembourser le montant des travaux effectués pour son compte au moyen d'annuités calculées en fonction des charges des emprunts émis, soit par les anciens Réseaux, soit par la S.N.C.F. en couverture des avances qui lui sont consenties.

Le système du règlement, par annuités, des avances faites par les Réseaux à l'Etat remonte à une époque (1863) où, du fait des nombreuses lignes alors en construction, cette disposition était de nature à soulager, de façon marquée, les décaissements du Trésor Public.

La situation s'est, depuis lors, considérablement modifiée tant du point de vue de l'importance des travaux que de celui du crédit propre du chemin de fer.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous demander s'il ne conviendrait pas de reconsidérer les modalités de financement des dépenses afférentes à la participation de l'Etat.

Dans la situation actuelle, où les emprunts du Trésor se placent dans le public à des taux effectifs d'intérêt sensiblement inférieurs à celui des émissions des Réseaux, le règlement en capital présenterait certainement des avantages pour l'Etat.

Dans le cas où vous partageriez notre manière de voir, cette méthode pourrait, à titre de simplification, être appliquée à toutes les dépenses effectuées sous le nouveau régime défini par la Convention du 31 août 1937 et, en particulier, à celles de l'exercice 1938, ce qui ne soulèverait aucune difficulté, les émissions réalisées pour le compte de la S.N.C.F. pendant cet exercice ayant été inférieures aux dépenses d'établissement à sa charge propre.

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

Si la situation actuelle venait à se modifier, les textes contractuels demeurant inchangés, l'Etat aurait bien entendu la faculté de revenir au régime des avances remboursables par annuités.

J'adresse copie de la présente lettre à M. le Ministre des Finances.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND.

18 avril 1939

QU. XII - Questions diverses

f) Projet de lettre au Ministre des Travaux Publics relatif aux modalités de financement des dépenses afférentes à la participation de l'Etat dans les travaux d'établissement de lignes ou sections de lignes nouvelles déjà concédées ou déclarées d'utilité publique entrepris à la date du 31 août 1937 (art. 43 de la Convention du 31 août 1937)

P.V. COURT

Le Comité approuve le projet de lettre qui lui est soumis.

STENO -p. 68-

M. LE PRESIDENT - Il n'y a pas d'observation ? Le projet de lettre est adopté.

2

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

avril 1939

PROJET

Monsieur le Ministre,

L'article 43 de la Convention du 31 août 1937 a prévu que les travaux d'établissement de lignes ou sections de lignes nouvelles déjà concédées ou déclarées d'utilité publique, entrepris à la date susvisée, seraient effectués aux conditions définies par la convention de concession ou par l'acte déclaratif d'utilité publique, la S.N.C.F. se substituant à la Compagnie ou à l'administration intéressée.

Conformément aux textes en vigueur, l'Etat peut généralement rembourser le montant des travaux effectués pour son compte au moyen d'annuités calculées en fonction des charges des emprunts émis, soit par les anciens Réseaux, soit par la S.N.C.F. en couverture des avances qui lui sont consenties.

Le système du règlement, par annuités, des avances faites par les Réseaux à l'Etat remonte à une époque (1863) où, du fait des nombreuses lignes alors en construction, cette disposition était de nature à soulager, de façon marquée, les décaissements du Trésor Public.

La situation s'est, depuis lors, considérablement modifiée tant du point de vue de l'importance des travaux que de celui du crédit propre du chemin de fer.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous demander s'il ne conviendrait pas de reconsidérer les modalités de financement des dépenses afférentes à la participation de l'Etat.

Dans la situation actuelle, où les emprunts du Trésor se placent dans le public à des taux effectifs d'intérêt sensiblement inférieurs à celui des émissions des Réseaux, le règlement en capital présenterait certainement des avantages pour l'Etat.

Dans le cas où vous partageriez notre manière de voir, cette méthode pourrait, à titre de simplification, être appliquée à toutes les dépenses effectuées sous le nouveau régime défini par la Convention du 31 août 1937 et, en particulier, à celles de l'exercice 1938, ce qui ne soulèverait aucune

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

difficulté, les émissions réalisées pour le compte de la S.N.C.F. pendant cet exercice ayant été inférieures aux dépenses d'établissement à sa charge propre.

Si la situation actuelle venait à se modifier, les textes contractuels demeurant inchangés, l'Etat aurait bien entendu la faculté de revenir au régime des avances remboursables par annuités.

J'adresse copie de la présente lettre à M. le Ministre des Finances.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS .

-:-:-:-

Comité de Direction

-:-:-

Séance du 18 avril 1939

-:-:-

XII - Questions diverses

- 5°) Projet de lettre au Ministre des Travaux Publics
relatif aux modalités de financement des dépenses
afférentes à la participation de l'Etat dans les
travaux d'établissement de lignes ou sections de
lignes nouvelles déjà concédées ou déclarées d'uti-
lité publique entrepris à la date du 31 août 1937
(Art. 43 de la Convention du 31 août 1937)